

## Allemagne : Point de situation au 12 mai D'après CAA

### RESUME

24 000 saisonniers arrivés en Allemagne en avril - le gouvernement fédéral prudent sur la demande de la prolongation des dérogations : Le syndicat agricole majoritaire (DBV) demande que les saisonniers d'Europe de l'Est soient autorisés à entrer en Allemagne au-delà du mois de mai. Le ministère fédéral de l'agriculture attend des données fiables des Länder sur la situation de l'emploi saisonnier avant d'envisager une prolongation.

Abattoirs : les conditions de travail et d'hébergement des travailleurs étrangers font l'actualité : L'opposition emmenée par les Verts attaque le gouvernement qui renvoie à la responsabilité des Länder pour les contrôles. La fédération de la viande (VDF) continue malgré tout à demander la mise en quarantaine des entreprises touchées plutôt qu'une fermeture. Le tribunal administratif de Münster a rejeté un référé contre la fermeture de l'abattoir Westfleisch de Coesfeld (plus de 7 employés sur 10 positifs).

Les distributeurs de la zone alémanique prévoient plus de 7 mois de crise et de nouvelles habitudes de consommation : Les mesures d'hygiène entraînent des coûts mais elles auraient également des effets positifs sur la santé des employés. La demande en ligne a fortement augmenté depuis le début de la crise, impliquant une surcharge de la logistique de livraison. La crise va probablement inciter les consommateurs à épargner davantage, réduisant la part du revenu disponible pour l'alimentation. L'alimentation locale et saine devrait gagner encore en importance.

*NB : le congrès du DBV programmé fin juin à Lübeck est reporté. Il sera probablement remplacé par une assemblée générale en octobre prochain.*

### 24 000 saisonniers arrivés en Allemagne en avril - le gouvernement fédéral prudent sur la demande de la prolongation des dérogations

Le syndicat agricole majoritaire (DBV) compte 2 500 exploitations inscrites à ce jour sur la plateforme officielle de [saisonarbeit2020.bauernverband.de](https://saisonarbeit2020.bauernverband.de), qui permet de déclarer les arrivées de saisonniers sous contingent (40 000 pour chacun des mois de d'avril et juin). En avril, environ 24 000 travailleurs saisonniers sont entrés en Allemagne sous ce statut, et pour le mois de mai, les exploitations ont enregistré près de 17 000 saisonniers.

Le DBV, soutenu par les groupes fédéraux pour la culture des légumes et des fruits, ainsi que la fédération de l'horticulture (ZVG) demande que les saisonniers d'Europe de l'Est soient autorisés à entrer en Allemagne au-delà du mois de mai. En outre, le recours aux frontaliers qui travaillent dans l'agriculture doit être rendu possible. Le DBV demande également d'autres améliorations pour les saisonniers domestiques : relèvement des plafonds de revenus supplémentaires pour les travailleurs en chômage partiel et augmentation temporaire de la limite de rémunération pour les minijobs fixée à 450 € mensuels.

Le gouvernement fédéral reste prudent sur une éventuelle prolongation des dérogations pour l'entrée de saisonniers en Allemagne. Le ministère fédéral de l'agriculture attend des données fiables des Länder sur la situation de l'emploi saisonnier avant d'envisager une prolongation, a écrit la secrétaire d'Etat Beate Kasch à ses homologues. Dans sa lettre, elle rappelle que le contrôle des règles d'hygiène, de santé et de sécurité au travail relève de la responsabilité des autorités compétentes des Länder.

#### Abattoirs : les conditions de travail et d'hébergement des travailleurs étrangers font l'actualité

Le président du groupe parlementaire des Verts au Bundestag a récemment appelé à « des contrôles plus fréquents et plus efficaces des entreprises et à une responsabilisation plus systématique des principaux responsables des entreprises ». La porte-parole des Verts pour les droits des salariés relève que même en temps normal, les salariés de nombreuses entreprises du secteur de la viande sont « impitoyablement exploités et entassés dans des locaux beaucoup trop petits ». Or, « cette irresponsabilité organisée » menacerait en outre la santé de tous. Le parti des Verts a demandé un point d'actualité cette au Bundestag sur les "conditions de travail dans l'industrie de la viande ». Pour mémoire, le ministre fédéral du travail Hubertus Heil a demandé à ses collègues des États de contrôler plus strictement la santé et la sécurité au travail des saisonniers de l'industrie de la viande.

La Fédération de l'industrie allemande de la viande (VDF) se défend, soulignant que « ce ne sont pas principalement les conditions de travail qui sont à l'origine de l'épidémie de COVID-19 ». Le développement des foyers dans les abattoirs seraient lié au fait que la production se poursuit malgré les cas détectés s'agissant d'infrastructure prioritaire essentielle, comme les règles de gestion de la pandémie en Allemagne le permettent. Elle met en garde contre un renforcement des conditions d'accueil. Si, par exemple, le logement individuel était rendu obligatoire que « de nombreuses entreprises ne seraient plus compétitives », d'où une délocalisation d'une partie de ce secteur. Elle continue malgré tout à demander la mise en quarantaine des entreprises touchées plutôt qu'une fermeture, prévenant sinon d'une pénurie d'approvisionnement en viande et de débouché pour les animaux des éleveurs allemands comme aux Etats-Unis.

Au cours du week-end, le tribunal administratif de Münster a rejeté un référé contre la fermeture de l'abattoir Westfleisch de Coesfeld, ordonnée par le gouvernement du Land, jusqu'au 17 mai inclus. Alors que la majorité du personnel du site a été désormais testée, plus de 7 employés sur 10 sont positifs. Pour le syndicat majoritaire régional, « la maîtrise de l'épidémie dans l'entreprise et la santé des employés et de la population sont des priorités absolues ». Il souligne néanmoins que le maintien en activité de l'abattoir de Westfleisch est crucial pour les 1000 élevages de porcs qui livrent le site de Westfleisch à Coesfeld.

La Communauté pour une agriculture paysanne, proche des Verts (AbL) juge peu crédible l'indignation actuelle de nombreux politiciens concernant les conditions de vie et de travail dans les abattoirs, qui sont connues depuis des années. Elle demande au gouvernement de prendre des mesures contraignantes immédiatement afin d'améliorer de manière significative et permanente les conditions de travail et de vie des salariés. Le monde politique et l'industrie le doivent aux travailleurs autant qu'aux agriculteurs, « qui s'inquiètent pour la vente de leurs animaux face aux fermetures d'usines et redoutent une nouvelle baisse des prix ».

Les distributeurs de la zone alémanique prévoient plus de 7 mois de crise et de nouvelles habitudes de consommation et une sensibilité accrue au prix

L'institut Brand Logic a interrogé 200 décideurs germanophones de la distribution alimentaire sur la pandémie et son impact sur le secteur. Ces derniers identifient des changements clairement perceptibles (règles d'hygiène, heures d'ouverture, comportement d'achat) que la majorité d'entre eux considère comme gérables. Les personnes interrogées estiment en moyenne à 7,3 mois la durée de la crise. Toutefois, un quart d'entre eux juge ce que plus d'un an s'écoulera avant que la situation ne revienne à la normale.

Les mesures d'hygiène entraînent des coûts mais elles auraient également des effets positifs sur la santé des employés (faible taux de maladie). Sur le court terme, 80 % des décideurs interrogés affirment que la demande en ligne a fortement augmenté depuis le début de la crise, impliquant une surcharge de la logistique de livraison. Une grande partie des distributeurs prévoient de développer le commerce en ligne avec des solutions « omni-channel » (74 %) et de renforcer le marketing en ligne (69 %). Afin de réduire les coûts, 78 % souhaitent également automatiser les processus d'entreposage et de logistique, 67 % souhaitent coopérer pour les chaînes d'approvisionnement.

A plus long terme, des tendances de consommation ont été induites ou renforcées par la crise : 64 % des participants à l'étude s'attendent à ce que les achats hebdomadaires deviennent plus importants, 55 % pensent que les consommateurs privilégieront des distances de déplacement les plus courtes possibles. S'agissant des décisions d'achat, l'accent mis sur les produits régionaux (65 %) et l'alimentation saine (59 %) va se consolider. En revanche, la crise va probablement inciter les consommateurs à épargner davantage, réduisant la part du revenu disponible pour l'alimentation, ce qui pourrait favoriser les distributeurs agressifs sur les prix.

*NB : le congrès du DBV programmé fin juin à Lübeck est reporté. Il sera probablement remplacé par une assemblée générale en octobre prochain.*